Une autre Bolivie est possible et nécessaire

Intervention présentée au symposium organisé par {Systemic Alternatives}, à Itaipava, Brésil, du 7 au 9 avril 2019.

lundi 22 avril 2019, par SOLÓN Pablo (Date de rédaction antérieure : 15 avril 2019).

Les militants de gauche parlent généralement du danger de la droite, de l'impérialisme et de la contre-révolution, mais ils ne mentionnent presque jamais le danger que représente le pouvoir en lui-même. Les dirigeants de gauche croient qu'étant au pouvoir ils pourront transformer la réalité du pays et ne sont pas conscients que ce pouvoir finira aussi à les transformer eux-mêmes.

En général, au début d'un processus de changement, le nouveau gouvernement promeut — par voie constitutionnelle ou insurrectionnelle — la réforme ou transformation des vieilles structures de pouvoir de l'État. Ces changements, tout radicaux qu'ils soient, ne seront jamais suffisants pour éviter que les nouveaux gouvernants soient cooptés par la logique du pouvoir qui est présente tant dans les structures de pouvoir réactionnaires que dans les structures de pouvoir révolutionnaires. L'unique option pour éviter qu'un processus de changement y succombe est hors de (la sphère) de l'État : (elle réside) dans la force, l'indépendance du gouvernement, l'autodétermination et la mobilisation créative des organisations sociales, des mouvements et de différents acteurs sociaux qui donnèrent naissance à ces transformations.

Dans le cas bolivien, qui comparativement à d'autres processus de changement était très privilégié par la forte présence d'organisations sociales vigoureuses une de nos erreurs les plus graves fut d'affaiblir les organisations sociales en incorporant aux structures de l'État une grande partie de ses dirigeants qui finirent exposés aux tentations et à la logique du pouvoir. Avant de coopter toute une génération de dirigeants, il aurait fallu former de vraies équipes pour gérer les attributions clefs de l'État. Octroyer sièges syndicaux, promotions, postes et avantages aux organisations sociales qui furent à l'origine du processus de changement favorisa une logique clientéliste et « prébendière ». Par contre, nous aurions dû renforcer l'indépendance et la capacité d'autodétermination des organisations sociales pour qu'elles constituent un véritable contre-pouvoir qui propose et contrôle ceux qui sont devenus des bureaucrates de l'État. Le véritable gouvernement du peuple n'est pas, et jamais ne sera dans les structures de l'État.

Nous continuions avec une structure hiérarchique de l'État du passé et nous n'impulsions pas une structure plus horizontale. Sans doute, le concept du « patron » ou du « patron l'a dit » fut dès le départ une très grave erreur. Jamais le culte de la personnalité n'aurait dû être entretenu.

Au début, maintes de ces erreurs furent commises sous la pression des circonstances et de la méconnaissance de la façon d'administrer un appareil d'Etat de manière différente. À notre inexpérience s'ajouta la conspiration et le sabotage de la droite, ainsi que l'impérialisme qui obligea à serrer les rangs très souvent de manière a-critique. Les succès et victoires contre la droite, loin d'ouvrir une nouvelle étape pour reconduire le processus et identifier nos erreurs, accentuèrent les tendances les plus enclines au culte du chef et à la centralisation.

La logique du pouvoir est très similaire à la logique du capital. Le capital n'est pas une chose, mais un processus qui n'existe qu'en tant qu'il génère plus de capital. Le capital qui n'est pas investi et qui ne produit pas de profit est un capital qui sort du marché. Le capital doit être en croissance permanente pour exister. De la même façon opère la logique du pouvoir. Sans que tu t'en rendes compte, le plus important pour le gouvernement va être de se maintenir au pouvoir et d'avoir plus de pouvoir pour assurer ta continuité au pouvoir. Les arguments de cette logique qui préfère la permanence au pouvoir et son expansion à tout prix sont au final convaincants et nobles : « s'il n'a pas la majorité absolue au Congrès, la droite boycottera à nouveau le gouvernement », « plus est grand le nombre de gouvernorats et de municipalités que nous contrôlons, mieux peuvent être exécuter les plans et projets », « la justice et d'autres attributions de l'État doivent être au service du processus de changement », « peut-être veux-tu que revienne la droite », « que deviendra le peuple si nous perdons le pouvoir… ».

Si le péché originel du processus de changement fut de nous croire « le gouvernement du Peuple », le moment d'inflexion du processus de changement se produisit lors de la seconde législature du gouvernement. En 2010, on obtint plus des deux tiers (des sièges) du parlement et (nous disposions) de l'énergie suffisante pour progresser réellement vers une transformation de fond concernant le « Vivre Bien » (Bien Vivir). C'était le moment de renforcer plus que jamais le contre-pouvoir des organisations sociales et de la société civile pour limiter le pouvoir de ceux de nous qui étions au gouvernement, au parlement, dans les préfectures et les municipalités. C'était le moment de faire des efforts pour promouvoir de nouveaux leadership et activistes créatifs qui puissent nous remplacer parce que les dynamiques du pouvoir allaient nous broyer.

Cependant, ce qui se fit fut tout le contraire. On centralisa encore plus le pouvoir des chefs, on transforma le parlement en appendice de l'exécutif, on continua d'entretenir le clientélisme des organisations sociales, on arriva jusqu'à l'extrême de diviser quelques organisations indigènes. La logique du pouvoir avait capturé le processus de changement et le plus important passa pour être la seconde réélection et maintenant la troisième.

UNE AUTRE BOLIVIE EST POSSIBLE

La Bolivie peut abandonner progressivement l'extractivisme et se placer à l'avant-garde d'une véritable révolution énergétique communautaire. Si la Bolivie se le proposait, un investissement de 1 000 millions de dollars pourrait produire 500 MW d'énergie solaire, ce qui représente presque un tiers de la demande nationale actuelle. La transformation peut être beaucoup plus profonde si on prend en compte le fait que le gouvernement prévoit un investissement total de 47 000 millions de dollars d'ici 2020.

Mais de plus, la Bolivie pourrait soutenir une énergie solaire communautaire, municipale et familiale qui convertisse le consommateur d'électricité en producteur d'énergie. Au lieu de subventionner le diesel pour les agro-industriels, on pourrait investir cet argent pour que les Boliviens de moindres revenus produisent de l'énergie solaire sur leur toit. De cette façon, on démocratiserait et décentraliserait la production d'énergie électrique. Le « Vivre Bien » commencera à être une réalité quand on donnera un pouvoir économique à la société (comme producteurs et pas seulement comme consommateurs et bénéficiaires de bons d'aide sociale) et qu'on promouvra des activités pour récupérer l'équilibre perdu avec la nature.

La véritable alternative à la privatisation n'est pas l'étatisation, mais la socialisation des moyens de production. Très souvent, les entreprises d'État se comportent comme des entreprises privées en l'absence de participation sociale effective et de contrôle social. Faire le pari de la génération d'énergie solaire communautaire, municipale et familiale contribuerait à donner du pouvoir à la société plutôt qu'à l'État et aiderait à réduire les émissions de gaz à effet de serre qui provoque le

changement climatique.

Le thème de l'énergie solaire communautaire et familiale n'est qu'un petit exemple pour que nous puissions penser hors des modèles traditionnels du « développement ». Ainsi de même devons-nous récupérer la proposition d'une Bolivie agroécologique et agroforestière parce que la véritable richesse des nations d'ici quelques décades ne sera plus dans l'extractivisme destructeur de matières premières, mais dans la préservation de sa biodiversité, dans la production de produits écologiques et dans la connivence avec la nature, ce en quoi nous avons un grand legs des peuples autochtones.

La Bolivie ne doit commettre les mêmes erreurs que les pays dits « développés ». Le pays peut franchir des étapes s'il sait décrypter les véritables possibilités et périls du XXIº siècle et laisser le vieux developpementisme du XXº siècle.

Personne ne pense cesser immédiatement d'extraire et exporter du gaz. Mais il n'est définitivement plus possible de faire des plans pour accroître l'extractivisme quand existent d'autres alternatives qui, peut-être à court terme, seraient plus compliquées à mettre en œuvre, mais qui, à moyen terme, seront beaucoup plus bénéfiques pour l'humanité et la Mère Terre.

Une lecture erronée de ce qui s'est produit peut conduire à des formes plus autoritaires de gouvernement et à la résurgence d'une droite néolibérale comme cela se produit en Argentine. Il n'y a pas de doute que des secteurs de droite agissent tant depuis l'opposition que de l'intérieur du gouvernement. On ne peut non plus fermer les yeux et ne pas reconnaître que des secteurs de la gauche et des mouvements sociaux se sont laissés coopter par le pouvoir ou que nous ne fûmes pas capables d'articuler une claire proposition alternative.

La poursuite du processus de changement passe par

- a) discuter de façon critique et propositionnelle les problèmes du développementisme tardif capitaliste invivable, sous-jacent à l'agenda patriotique pour 2025 ;
- b) évaluer, expliciter et engager des actions au sein et hors de l'État pour faire front aux problèmes et dangers que suscite la logique du pouvoir (autoritarisme, clientélisme, suivisme, nouveaux riches, alliances pragmatiques et truquées, corruption, etc.) ;
- c) dépasser la contradiction entre le dire et le faire, et faire réalité l'application des droits de la Mère Terre et l'exécution de projets qui contribuent réellement à l'harmonie avec la nature, et
- d) être autocritiques avec soi-même et avec nos propres organisations et mouvements sociaux qui parfois reproduisent les pratiques nuisibles des chefs et prébendiers.

Pablo Solon

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Plateforme Altermondialiste
http://alter.quebec/une-autre-bolivie-est-possible-et-necessaire/